

Résumé de la conférence de haut niveau sur l'océan et le climat: 10-11 septembre 2018

La conférence scientifique de haut niveau «De la COP 21 à la Décennie des Nations Unies des sciences de la mer au service du développement durable (2021-2030)» s'est tenue les 10 et 11 septembre à Paris, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La conférence de deux jours a:

- synthétisé les récentes avancées scientifiques sur les interactions entre les océans et le climat ;
- évalué les dernières évolutions entre l'océan et le climat dans le cadre d'une action accrue en faveur des océans ; et
- réfléchi aux voies et moyens de passer «de la science à l'action» au cours de la décennie des sciences de la mer au service du développement durable (2021-2030).

Environ 500 participants ont pris part à la conférence de haut niveau, y compris des délégués gouvernementaux, des scientifiques et des membres de la société civile. La conférence a rassemblé des contributions de multiples parties prenantes et a invité la communauté océanographique mondiale à livrer «l'océan dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons».

Bref historique de la conférence sur l'océan et le climat

Des instruments juridiques et politiques relatifs aux océans ont été élaborés au sein du système des Nations Unies depuis les années 1970 dans l'objectif d'assurer la protection des écosystèmes marins. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, entrée en vigueur le 16 novembre 1994, énonce les droits et obligations des États concernant l'utilisation des océans, de leurs ressources et la protection des ressources des milieux marins et côtier. La CNUDM a établi que «la zone» - «le fond des mers et des océans et son sous-sol, situé au-delà des limites de la juridiction nationale» - et ses ressources constituent un patrimoine commun de l'humanité. La protection des océans a toutefois posé problèmes compte tenu des difficultés de gouvernance dans les zones situées au-delà des juridictions nationales.

Chaque année, l'océan absorbe plus de 25% des émissions anthropiques de CO2 et il est le plus grand fournisseur d'oxygène au monde, tout aussi important que les forêts. Il se trouve cependant que l'océan est en train de se dégrader à un rythme dangereux, mettant en péril son rôle de régulateur climatique. Pour combler le fossé entre les discussions océaniques et celles climatiques, la plateforme Océan et Climat a été créée en tant que coalition d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche, avec le soutien

de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI-UNESCO) le 10 juin 2014 au cours de la Journée mondiale de l'Océan.

A la 21ème Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), l'océan a, pour la première fois, été officiellement intégré dans le document final, à savoir, l'Accord de Paris sur les changements climatiques. À l'approche de la COP 21, la plateforme Océan et Climat a mobilisé la société civile autour de l'importance d'avoir «un océan sain, un climat protégé». Après la signature de l'Accord, la plateforme Océan et Climat a évolué et s'est concentrée sur le renforcement des connaissances scientifiques, des solutions fondées sur l'océan pour l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique, d'une mobilisation basée sur des preuves scientifiques et un plaidoyer en faveur de l'intégration des questions océaniques dans le régime climatique.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de la conférence sur l'océan et le climat . 1

Compte rendu de la conférence de haut niveau sur l'océan et le climat 2

 La cérémonie d'ouverture 2

 Session 1 - Que nous dit la science aujourd'hui sur l'océan? 2

 Session 2 - Perspective d'une organisation intergouvernementale sur les connaissances relatives à l'océan, au climat et à la biodiversité 3

 Session 3 - De la science à l'action: comment la Décennie des Nations Unies pour les sciences de la mer et le développement durable peut-elle faire la différence? . 4

 Session 4 - De la science à l'action: quelles politiques? . 4

 Les sessions spéciales 5

 La cérémonie de clôture 6

Réunions à venir 7

Glossaire 8

En 2018, l'ONU a planifié une Décennie des sciences océaniques au service du développement durable pour 2021-2030 («la Décennie») afin d'inverser le cycle du déclin de la santé des océans et de rassembler les parties prenantes de l'océan, partout dans le monde, pour l'avancement des sciences océanes et la mise en place de politiques nationales permettant de rendre l'océan plus durable. Actuellement, la plateforme regroupe des organisations scientifiques, des universités, des instituts de recherche, des associations à but non lucratif, des fondations, des centres scientifiques, des institutions publiques et des organisations professionnelles.

Compte rendu de la conférence de haut niveau sur l'océan et le climat

La cérémonie d'ouverture

Lundi 10 septembre, George Papagiannis, Chef des services de presse de l'UNESCO, a présenté et modéré la session. Au nom d'Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO, Vladimir Ryabinin, Secrétaire exécutif de la COI-UNESCO, a souhaité la bienvenue à tous les participants et a souligné les réussites en matière de promotion de l'océan dans l'agenda du climat mondial, à travers l'ODD 14 et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il a souligné le rôle des sciences de la mer pour galvaniser l'action pendant la Décennie, a appelé à un financement public accru pour les questions relatives aux océans et a souligné la nécessité de créer des synergies et des partenariats permettant de mener à bien les activités de la Décennie.

Byong Hyun Lee, président du Conseil exécutif de l'UNESCO, a souligné que la Décennie fournira un cadre d'action commun pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable d'ici à l'horizon 2030. Il a espéré voir cette période sensibiliser le public à l'importance de l'océan et à son interaction avec le climat. Il a parlé de l'impact des réseaux, alliances et partenariats internationaux que l'UNESCO renforce et encourage dans le domaine de l'interaction entre l'océan et le climat, tels que le Rapport mondial sur les sciences océaniques, dirigé par la COI-UNESCO.

Romain Troublé, Président de la plateforme Océan et Climat, a fait état du lancement de la plateforme en 2015 et de l'initiative «Donnons une voix à l'océan», qui a recueilli 30 000 signatures lors de la COP 21. Il a souligné la création des ODD et l'opportunité offerte d'agrandir la communauté océanique et a conclu en appelant à la poursuite du travail sur les lacunes scientifiques océaniques.



Romain Troublé, Président de la plateforme Océan et Climat



Byong Hyun Lee, président du Conseil exécutif de l'UNESCO, et Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, France

Frédérique Vidal, ministre française de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, a souligné la nécessité de passer de la promesse à l'action pour atteindre les objectifs de la COP 21. Elle a mis en exergue l'engagement de la France à soutenir les synergies entre l'océan et le climat, déclarant que «nous avons besoin de faits pour concevoir des solutions». Soulignant que «l'océan est le poumon du monde», elle a déclaré que l'Instrument international juridiquement contraignant (IIJC) de la CNUDM sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BADJN) est important, étant donné que l'océan est un bien commun. Elle a conclu en déclarant que la connaissance des océans doit aller au-delà du monde universitaire et profiter à tous les acteurs économiques.

Ana Paula Vitorino, ministre de la mer du Portugal, a parlé des risques croissants posés à l'océan, y compris le réchauffement de la planète, l'acidification des océans et la surpêche. Elle a noté que la croissance et la densité de la population dans les zones côtières exigent des compromis difficiles pour éviter la dégradation des océans. Elle a souligné l'importance du partage équitable des avantages découlant des ressources océaniques et a décrit les priorités pour les sciences océaniques, dont, notamment: la science des fonds marins ; les études sur l'atmosphère océanique ; et la recherche fondamentale pour améliorer la connaissance des fonctions des écosystèmes et des liens entre les services écosystémiques marins, y compris la recherche marine en haute mer.

Session 1 - Que nous dit la science aujourd'hui sur l'océan?

Anny Cazenave, membre de l'Académie française des sciences, et Françoise Gaill, directrice de recherche émérite du CNRS, ont modéré cette session consacrée aux priorités de la recherche, aux lacunes dans les connaissances et aux actions proposées dans le cadre de la Décennie.

Martin Visbeck, directeur de l'Unité de l'océanographie physique de GEOMAR, a déclaré que la science sur l'océan repose en grande partie sur l'observation, notamment par le réseau de flotteurs Argo, qui mesure la température, la salinité et l'oxygène. Il a illustré la façon dont la chaleur des océans augmente constamment et la manière dont l'océan perd son oxygène, soulignant la nécessité pour les scientifiques d'observer, de prévoir, d'évaluer et d'agir.

Patricia Miloslavich, chargée de projet, Groupe de biologie et écosystèmes du GOOS, a parlé de l'impact du changement climatique sur la diversité, la répartition et l'abondance de la vie marine. Elle a souligné la façon dont ces changements affecteront les moyens de subsistance des personnes qui dépendent de ces ressources et a décrit les défis posés par les observations biologiques effectuées dans le milieu océanique. Elle a souligné le rôle du public, pas seulement les scientifiques, pour la réussite de la Décennie.

Sheila Heymans, directrice exécutive de l'European Marine Board, a expliqué que l'Europe avait besoin d'un système intégré d'observation biologique des océans, qui repose sur une gestion durable des activités humaines, sur la science citoyenne et sur l'automatisation de ces processus. Elle a souligné que les défis de la modélisation des écosystèmes marins consistent à relier les modèles aux observations et aux données, à accroître la capacité de prédiction des modèles et à mettre en place des pratiques de partage des connaissances.

Lauren Mullineux, scientifique principale et directrice du département de biologie, Woods Hole Oceanographic Institution, a souligné la valeur des écosystèmes des eaux profondes pour la séquestration du carbone, le maintien de la biodiversité et la fourniture future de nourriture en cas d'épuisement des pêcheries. L'autre plus grand défi scientifique, a-t-elle affirmé, consiste à promouvoir une approche interdisciplinaire permettant de bien comprendre le fonctionnement de ces écosystèmes.

William Cheung, professeur agrégé, Université de la Colombie-Britannique, a expliqué que l'un des principaux objectifs des scientifiques devrait être de déterminer les principales communautés pouvant aider à évaluer les risques pour les personnes les plus vulnérables qui sont, par exemple, très dépendantes des micronutriments de la pêche. Il a déclaré que la pauvreté, la sécurité alimentaire et les villes durables sont des domaines qui pourraient co-bénéficier d'un océan plus sain.

Au cours du débat qui a suivi, le groupe d'experts a mis l'accent sur les avancées technologiques importantes réalisées en matière de recherche océanique, sur les impacts négatifs sur l'aquaculture dus au changement climatique et sur les effets du changement d'utilisation des terres sur la santé des océans. Cazenave a souligné la nécessité de mieux comprendre l'élévation du niveau des mers côtières et a suggéré qu'un système de surveillance systématique de l'espace soit mis en place pour les changements des littoraux.

Session 2 - Perspective d'une organisation intergouvernementale sur les connaissances relatives à l'océan, au climat et à la biodiversité

Joachim Claudet, chercheur au CNRS-CRIOBE, et Laura Hampton, journaliste, ont modéré la session qui s'est concentrée sur la façon dont l'océan se trouve intégré dans les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), et sur la manière dont les sciences océaniques sont intégrées dans les cadres des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la biodiversité et les écosystèmes marins.

Hans-Otto Pörtner, coprésident du GIEC, a parlé des rapports qui couvriront l'océan dans le sixième cycle d'évaluation du GIEC, tels que le Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans un climat en évolution, qui devrait être approuvé en 2019. Il a rappelé que les deux écosystèmes marins les plus vulnérables du cinquième rapport d'évaluation du GIEC sont les systèmes de récifs coralliens des eaux chaudes et les systèmes glaciers de la mer arctique, soulignant la façon dont la perturbation des fonctions des écosystèmes peut entraîner des pertes de

biodiversité et des perturbations de la chaîne alimentaire. Il a également souligné que trop peu de choses sont entreprises pour mettre le monde en conformité avec l'Accord de Paris.

Soulignant que l'IPBES est similaire au GIEC, Robert Watson, président de l'IPBES, a souligné que le changement climatique et la biodiversité isolaient les problèmes et a souligné la nécessité de comprendre l'interaction entre la terre, l'océan et l'atmosphère. Il a déclaré que l'IPBES est un processus axé sur la demande, qui cherche à comprendre comment la science peut mieux répondre aux problèmes d'ordre politique. Il a décrit la manière dont l'IPBES intègre les différentes disciplines, gère l'équilibre entre les genres et l'origine géographique des auteurs et, plus récemment, la manière dont il peut intégrer les savoirs autochtones et locaux dans le processus d'évaluation. Watson a souligné la nécessité d'une gouvernance multipartite et de politiques multisectorielles.

Elva Escobar-Briones, Institut des sciences marines et de limnologie, Université nationale autonome du Mexique, a souligné que les dimensions humaines sont bien prises en compte dans les rapports du GIEC et de l'IPBES, y compris la parité hommes-femmes. Elle a affirmé que les dimensions humaines de la mer, telles que les impacts sociaux des aires marines protégées (AMP), pourraient être mieux représentées dans les rapports. Elle a insisté sur la nécessité de mener des recherches scientifiques sur les grands fonds marins, telles que sur les différentes valeurs économiques des pertes de biodiversité marine profonde, et a appelé à veiller à la compatibilité des différentes bases de données océaniques.

Nathalie Hilmi, économiste de l'environnement, Centre scientifique de Monaco, a fait état des défis posés à la communication de l'urgence de la conservation des océans aux décideurs dans le cadre de négociations multilatérales, en particulier en ce qui concerne les grands fonds. Elle a souligné l'importance d'un milieu marin sain pour les communautés côtières, le tourisme, l'énergie et la sécurité alimentaire, ajoutant que les problèmes environnementaux restent ignorés au détriment de la croissance économique, probablement parce que les effets du changement climatique restent perçus comme un problème à long terme. Elle a conclu que 55 millions d'emplois pourraient être créés par des activités liées à l'environnement d'ici 2030.

Valérie Masson-Delmotte, coprésidente du GIEC, a rappelé les avancées réalisées dans le domaine des sciences océaniques, permettant de disposer d'informations plus concrètes sur la relation entre l'océan et le climat. Elle a déclaré qu'à l'heure actuelle, l'océan absorbe 30% du CO₂ et 90% de la chaleur créée par le réchauffement climatique. Elle a également déclaré que les prochains rapports du GIEC essaient de partager les informations de manière holistique et a décrit les principaux ingrédients pour la réussite des rapports et de la science, à savoir: de nouvelles connaissances; l'investissement dans la formation de nouveaux scientifiques; des publications opportunes; la coordination lors des processus d'évaluation par les pairs; l'investissement dans l'égalité des genres; et la production de connaissances pertinentes pour les politiques.

Dans le débat qui a suivi, les conférenciers ont recommandé une coordination plus poussée entre le GIEC et l'IPBES, Watson déclarant que tous les pays sont «loin de mettre en œuvre l'Accord de Paris» et que la science doit être prise plus au sérieux pour permettre la production de réels changements. Il a ajouté que les gouvernements ne pouvaient, à eux seuls, produire de véritables changements, appelant à un renforcement de la sensibilisation afin de transférer les connaissances des «tours d'ivoire» aux jeunes scientifiques et aux citoyens. Escobar a proposé d'accroître le dialogue entre les multiples parties prenantes. Les conférenciers ont convenu de la nécessité:

d'investir dans l'égalité des genres dans la communauté des chercheurs ; de moyens novateurs d'interpréter le produit intérieur brut (PIB) ; d'une intégration plus poussée des sciences humaines ; et du renforcement des capacités dans les pays en développement.

Session 3 - De la science à l'action: comment la Décennie des Nations Unies pour les sciences de la mer et le développement durable peut-elle faire la différence?

Julian Barbière, chef de la section Politique maritime et coordination régionale de la COI, COI-UNESCO, et Patricia Ricard, présidente de l'Institut océanographique Paul Ricard, ont modéré la session qui a porté sur les opportunités offertes par la Décennie pour l'augmentation des solutions fondées sur la science contre l'impact du changement climatique sur l'océan, les écosystèmes et la société.

Peter Haugan, président de la COI-UNESCO, a souligné que le rapport scientifique mondial de la COI sur l'océan fournira une référence pour l'ODD14 en ce qui concerne la capacité scientifique, et que la Décennie a été lancée au bon moment. Suggérant que la communauté des sciences océaniques doit mieux communiquer avec le public et les décideurs, il a souligné la nécessité de voir au-delà du système des Nations Unies pour inclure les ONG, la société civile et l'Industrie dans les activités liées à la Décennie et a indiqué que l'éducation océanique fait partie de la feuille de route de la Décennie.

Torsten Thiele, économiste, Global Ocean Trust, a parlé de l'importance d'avoir de nouvelles sources de financement pour l'océan et a expliqué comment le financement des océans peut créer des liens avec le financement du climat et de la conservation. Il a souligné la nécessité de fournir des solutions axées sur les résultats, associant les finances et l'économie au concept de capital naturel bleu. Il a suggéré que pour développer une voie de financement des océans, il est besoin de passer des subventions à la réalisation. Thiele a parlé de la montée du risque océanique dans le monde de l'investissement et a signalé que le Fonds souverain norvégien a récemment demandé à tous les investisseurs dans l'océan de prendre en compte les risques liés à l'océan.

Jacqueline Uku, présidente de l'Association des sciences marines de l'océan Indien occidental (WIOMSA), a parlé de la façon dont les liens entre science et politique ont évolué au sein de la WIOMSA. Elle a souligné la manière dont, au début, les scientifiques avaient établi le programme de recherche et comment, au fil du temps, ils ont commencé à travailler sur des projets multidisciplinaires et à poser des questions aux décideurs et au gouvernement. Elle a parlé aussi de la manière dont la Convention de Nairobi pour le développement, la protection et la gestion de l'environnement côtier et marin de l'océan Indien occidental offre un dialogue commun sur une plateforme Science-Politique.

Anna Zivian, coprésidente de l'équipe de développement du réseau Action-Connaissance sur l'Océan de Future Earth et chercheur principal à Ocean Conservancy, a parlé de l'importance d'une approche de réseau pour la gouvernance et la gestion des océans. Elle a souligné que des institutions frontalières sont nécessaires pour résoudre les problèmes liés aux océans, soulignant la façon dont le Réseau d'action pour la connaissance des océans cherche à établir des passerelles entre les disciplines pour fournir des connaissances océanographiques opportunes et utiles.

Au cours du débat qui a suivi, les conférenciers ont appelé à des investissements dans l'éducation océanique et à un engagement accru dans le processus de la BADJN, convenant que la Décennie pourrait aider à mettre en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de

la CCNUCC. Thiele a ajouté que les profondeurs marines font partie du patrimoine commun de l'humanité et que davantage de discussions sur ce concept sont nécessaires pour y intégrer les vues de la société. Thiele a insisté sur la nécessité d'un argumentaire économique pour le financement des océans, utilisant l'exemple des Principes du financement économique bleu durable, un partenariat entre la Commission européenne, le WWF, l'Unité internationale de développement durable du Prince de Galles et la Banque européenne d'investissement. Zivian a fait état d'endroits, tels que l'Arctique, où les communautés traditionnelles détiennent une grande partie des savoirs et qu'aucune décision ne peut être prise sans leurs contributions. Uku a déclaré que les décisions politiques méritaient d'être prises en compte au-delà des «forums de discussion» et Haugan a souligné que les connaissances «pratiques», et pas seulement académiques, sont pertinentes pour faire de la Décennie un réel succès.

Le groupe de discussion a conclu que les sciences de la mer touchent à de nombreux autres domaines de l'économie et qu'un plaidoyer en faveur d'une action intégrative est essentiel.

Session 4 - De la science à l'action: quelles politiques?

Rémi Parmentier, directeur du groupe Varda, et Salvatore Arico, chef de la section des sciences océaniques de la COI-UNESCO, ont modéré la session qui a porté sur: les méthodes et outils pour les cadres d'action internationaux, tels que le programme d'action de la CCNUCC, les ODD et l'océan Pathway Partnership, permettant d'élaborer des politiques nationales, régionales et internationales sur les océans, le climat et la biodiversité ; et les actions entreprises par les États et les alliances internationales, telles que 'Because the Ocean', pour mettre en œuvre leurs engagements et élaborer des CDN liées aux océans.

Cameron Diver, directeur général adjoint de la Communauté du Pacifique, a souligné que l'océan est au centre de l'identité des peuples des îles du Pacifique. Il a déclaré que si «nous utilisons les sciences de la mer simplement pour produire des politiques, nous échouerions» et a souligné la nécessité d'utiliser les sciences de la mer pour éclairer les politiques qui dirigent l'action océanique. Il a suggéré que le Pacifique pourrait avoir «une énorme valeur ajoutée» pour la Décennie en exploitant l'identité océanique de l'Océanie pour s'approprier véritablement le message «Nous sommes la mer et nous sommes l'océan».

Julio Cordano, chef du Département Climat et Environnement du Ministère des affaires extérieures du Chili, a déclaré que la majorité des CDN incluait l'océan, à la fois pour ce qui est des mesures d'atténuation et des mesures d'adaptation, démontrant qu'il existe un réel potentiel d'accroître l'ambition en matière de protection de l'océan du point de vue relatif au changement climatique, en particulier par le traitement de questions telles que celles ayant trait à l'élévation du niveau des mers, à l'adaptation des pêcheries, à la prévention et à la réduction de la pollution et à la résilience des écosystèmes océaniques à travers une planification spatiale englobant la création d'AMP. De récentes initiatives visant à résoudre le problème de l'interconnexion complexe entre le changement climatique et l'océan, telles que les travaux de la plateforme Océan-Climat, ont sensibilisé les gouvernements et contribué à accroître leur niveau d'engagement politique, comme en témoignent l'élaboration du Rapport spécial sur l'Océan et la Cryosphère, le lancement du Partenariat Ocean Pathway à la COP 23 de la CCNUCC et l'initiative Because the Ocean, signée par 35 pays à la COP 21 et à la COP 22. Il a déclaré s'attendre à voir des ateliers régionaux se tenir en Amérique latine, en Europe et dans le Pacifique sud pour aider les Parties à la CCNUCC à intégrer les éléments océaniques dans leurs CDN.

Au sujet de la valeur de la Décennie, l'Ambassadeur de France pour les affaires maritimes, Serge Ségura, a déclaré que la Décennie essaie de concentrer les connaissances sur les océans, de renforcer la coordination et de favoriser la coopération scientifique internationale. Soulignant qu'environ 80% de la CCNUCC, de l'ODD14 et de la BADJN concernent l'océan, il a affirmé que la Décennie est essentielle pour promouvoir les synergies, illustrant la façon dont l'océan est au cœur de tant de processus politiques. Il a ajouté que la BADJN est le seul traité international traitant de la question biodiversité et zones situées au-delà de la juridiction nationale. La mise en œuvre de cet accord aura un impact plus important, car la science servira de base aux décisions concernant, par exemple, les AMP, les ressources génétiques marines, le renforcement des capacités et le transfert de technologies.

Appelant à la cohérence, Ricardo Serrão Santos, membre du Parlement européen, s'est dit satisfait de la croissance de l'agenda océanique depuis la COP 21. Il a souligné le rôle de l'océan pour la stabilité de la civilisation, le comparant à celui des forêts. Nonobstant la réussite des efforts actuels en matière de sensibilisation à la dégradation des océans, il a fait état de revers politiques, déplorant la montée du nationalisme et du déni scientifique, qui contribuent à la désinformation et à la faible mise en œuvre politique. Il a recommandé de renforcer les cadres de gouvernance au niveau mondial, chose qui nécessite des connaissances scientifiques solides.

Les sessions spéciales

Coopération scientifique, interfaces politiques et ODD dans l'océan Atlantique Sud: Organisée par l'Institut National de Recherche en Développement Durable (IRD) et l'University of Western Brittany, cette session a lancé un programme sur le besoin de sciences et de politiques adaptées aux eaux côtières et marines dans l'Atlantique Sud pour la création d'un institut de l'ONU consacré à l'océan, dirigé par l'Ocean University Initiative. La session a également alimenté les consultations régionales de la COI dans le cadre de la Décennie et de la mise en œuvre de l'Accord de Belém qui vise à stimuler la coopération en matière de recherche et d'innovation sur les écosystèmes marins et le climat avec le Brésil et l'Afrique du Sud.

Dans un discours liminaire, Amadou Thierno Gaye, directeur général de la recherche au Sénégal, a expliqué comment l'Afrique est un «lieu névralgique» pour l'interaction entre les systèmes climatiques et les questions socio-économiques. Il a parlé de l'interaction entre le changement climatique, les ressources marines et la sécurité alimentaire, soulignant la nécessité d'établir des partenariats pour l'intégration de la science et du développement.

Concernant la «production de données, les observatoires et les modèles», les conférenciers ont discuté de l'importance: d'une approche stratégique de l'impact scientifique au niveau national en Afrique avec la coopération internationale ; d'observations continues et à long terme, telles que le réseau des observatoires de l'environnement au Sénégal, le réseau de prédiction et de recherche sur les mouillages dans l'Atlantique Tropical (PIRATA) et le réseau des bouées d'amarrage de l'Atlantique Sud (SAMBA) dans l'Atlantique Sud ; de la création d'opportunités pour les étudiants en recherche marine en Afrique, par exemple à travers l'Université flottante de l'Afrique du Sud ; et d'un engagement des scientifiques et des décideurs à encourager la souveraineté régionale, par exemple à travers la coopération Sud-Sud et le renforcement des capacités.

Au sujet de «la gestion durable des socio-écosystèmes marins et côtiers», les conférenciers ont souligné les défis de la communication scientifique, la nécessité de promouvoir la science et l'innovation au sein de toute la société et les perspectives de la science.

Les conférenciers ont recommandé les mesures suivantes: accroître les capacités d'observation de l'océan ; renforcer le suivi des zones économiques exclusives ; veiller à ce que le changement climatique soit intégré dans les politiques de développement ; mettre l'accent sur la gestion intégrée des zones côtières dans les stratégies nationales ; former des chercheurs régionaux ; soutenir les initiatives d'adaptation climatique ; réexaminer les réglementations régissant la pêche ; concevoir des programmes de formation sous-régionaux sur l'aquaculture ; évaluer et modéliser les impacts du changement climatique sur la pêche ; et mettre en place une gestion conjointe des politiques permettant de prendre en compte l'utilisation spatiale et les effets du climat sur les populations locales. Tous les conférenciers ont souligné l'importance d'intégrer des chercheurs en sciences sociales dans la recherche sur les océans et d'encourager les outils participatifs.

Faire des vagues: Les femmes dans les sciences océaniques: Fisheries and Oceans Canada (DFO) et la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, cette session a porté sur l'égalité des genres au sein des instances scientifiques liées aux océans. Les discussions ont mis en lumière des possibilités concrètes de faire progresser les questions et les priorités des femmes dans le contexte de la Décennie.

Les débats ont mis en exergue les engagements pris par les États membres au sein de la COI, notamment: fournir des modèles solides pour les femmes dans le domaine scientifique ; renforcer les capacités des femmes en sciences naturelles et en ingénierie ; et soutenir les contributions uniques des femmes et des hommes pour faire progresser le développement durable. Le Canada a annoncé un soutien financier pour le détachement d'une scientifique canadienne experte en océans au Secrétariat de la COI. Les conférenciers ont parlé des avantages de l'égalité des genres ; des outils pour autonomiser les femmes dans le domaine de la science par le biais d'initiatives communautaires et de savoirs locaux axés sur l'océan ; de l'édification de modèles et de l'importance du mentorat ; ainsi que des méthodes permettant d'améliorer l'éducation océanique. Les principales recommandations visant à améliorer la place des femmes dans les sciences de la mer ont englobé notamment les mesures suivantes: investissement dans des programmes de garde d'enfants et de mentorats accessibles ; fixer des objectifs pour l'allocation de subventions en rapport avec l'égalité des genres ; et promouvoir la résilience et le renforcement de la confiance.

Recherche universitaire: quelles contributions à la Décennie des Nations Unies pour les sciences de la mer? Cette session était organisée par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Alliance nationale de la recherche pour l'environnement (AllEnvi). Marie-Alexandrine Sicre, directrice de recherche, CNRS-SCOR, et Agathe Euzen, directrice scientifique adjointe, Institut d'écologie et d'environnement (INEE-CNRS), ont modéré la discussion qui a porté notamment sur la manière dont les sciences océaniques peuvent favoriser le développement des synergies socio-écologiques permettant d'éviter les compromis entre conservation de la biodiversité et utilisation des ressources, et sur la façon de mieux opérationnaliser les interfaces science-politique permettant d'améliorer la prise de décision fondée sur des preuves.

Au sujet de la manière de modéliser les interactions complexes entre climat et systèmes terrestres, Laurent Bopp, directeur de recherche au CNRS, a mis en exergue les enseignements tirés de différentes disciplines, notamment:

la nécessité de simplifier la manière dont les résultats sont communiqués aux collègues ; méthodes de recherche transparentes ; et pour être honnête sur la façon dont l'incertitude et les limitations sont communiquées. Il a souligné la nécessité d'attirer des scientifiques extérieurs à l'océan et à la communauté scientifique pour apporter de «nouveaux regards» aux socio-écosystèmes océaniques, et a déclaré que le passage de l'échelle mondiale à l'échelon local en matière de science océanique est l'un des grands défis de la Décennie.

William Cheung, directeur scientifique du programme Nippon Foundation-UBC Nereus, a parlé des défis auxquels la pêche est confrontée dans le contexte du changement climatique, à savoir: un océan changeant dû au changement climatique et son interaction avec d'autres activités destructrices telles que la pollution ; régir les stocks mondiaux de poissons compte tenu de leur répartition changeante ; et garantir un accès équitable à la pêche, y compris un équilibre entre les pêcheries à échelle locale, petite et industrielle. Il a recommandé d'utiliser des scénarios participatifs pour engager des scientifiques, des décideurs et d'autres parties prenantes en vue de développer conjointement des solutions durables pour les pêcheries mondiales et locales, soulignant qu'il n'y a pas de solution miracle pouvant être appliquée à l'échelle globale.

Rodolphe Devillers, professeur au Département de géographie de la Memorial University de Terre-Neuve, a souligné que les scientifiques ont besoin de faits convaincants pour justifier les AMP, faisant état d'une vaste littérature démontrant à la fois leurs résultats positifs et les limites de leur efficacité. Il a ajouté que les AMP ne peuvent pas être une solution unique pour la conservation des océans et a appelé à des outils de conservation plus diversifiés, ainsi qu'à des récits allant au-delà des points de vue «axés sur l'homme». En ce qui concerne les défis, il a mis l'accent sur l'intégration des valeurs socio-environnementales pour aller au-delà des narrations économiques étroites, et a souligné l'importance de la santé des océans pour la santé humaine. Pour améliorer la recherche factuelle, il a souligné que la transparence est essentielle. Il a signalé que les revues académiques restent fermées à des contenus interdisciplinaires et a recommandé la création de programmes interdisciplinaires.

S'exprimant du point de vue du droit international, Nele Matz-Lück, professeure de droit à l'Université de Kiel, Allemagne, a parlé de plusieurs défis liés à la réglementation des océans, notamment la perspective océanique malgré le caractère illimité des polluants et des pêcheries. Au sujet des zones économiques exclusives, elle a souligné que la tragédie des biens communs n'était pas leur seul problème et que le fait d'accorder davantage de juridiction aux États côtiers n'évitait pas une gestion non durable car les avantages économiques à court terme prévalent toujours. Elle a recommandé de «ne pas attendre les meilleures réglementations descendantes» et a encouragé des changements ascendants. À propos de la BADJN, elle a souligné le besoin de contributions scientifiques et pas seulement du point de vue diplomatique. Citant l'exemple de la CNUDM, elle a fait remarquer que cette dernière avait un sens plus diplomatique que scientifique et a suggéré une plus grande souplesse dans les accords internationaux pour permettre des révisions.

Au cours du débat qui a suivi, les conférenciers ont notamment débattu: des approches ascendantes de la gouvernance des océans à travers des études de cas ; des mécanismes pour rendre la loi moins statique et capable de mieux répondre aux changements de l'environnement ; des opportunités pour embrasser la révolution numérique pendant la décennie ; de l'octroi d'une certaine autorité juridique aux «choses» pour permettre aux écosystèmes, aux stocks de poissons et aux hauts lieux de la biodiversité, entre autres, d'être

représentés lors des négociations sur les AMP ; des possibilités pour les jeunes scientifiques de la mer de trouver un emploi ; et des défis du financement de la recherche transdisciplinaire.

La cérémonie de clôture

Dans une séance de synthèse, les rapporteurs ont remercié tous les participants pour la qualité de leurs contributions. Ils ont demandé: «Avons-nous suffisamment de connaissances scientifiques ou devrions-nous commencer à faire avec la science dont nous disposons déjà?

Lisa Svensson, directrice du Ocean and Marine Programme, d'ONU Environnement, a souligné plusieurs points essentiels des sessions de la Conférence dont, notamment, la nécessité pour la Décennie de:

- être un processus inclusif, visant un public au-delà des institutions des Nations Unies ;
- créer de nouveaux réseaux pour promouvoir le partage des connaissances, tout en s'engageant dans les réseaux existants ;
- renforcer la multidisciplinarité ;
- améliorer les interfaces science-politique et les méthodes de sensibilisation ;
- augmenter considérablement le financement des activités liées à l'océan ;
- encourager de nouveaux outils de financement au-delà de ceux gouvernementaux ;
- souligner le rôle du secteur privé dans la conservation des océans ;
- améliorer la communication scientifique aux décideurs et aux citoyens ;
- promouvoir la formation au leadership, notamment chez les femmes scientifiques ;
- promouvoir une coopération scientifique «engagée» pouvant soutenir les décideurs, par opposition à la production «passive» de connaissances ;
- encourager la prise en compte des aspects économiques et sociaux de la biodiversité, notamment dans les zones marines;
- accroître l'ambition en matière de protection de l'océan contre le changement climatique;
- améliorer le discours sur la question de savoir «pourquoi l'océan est important»; et
- inclure davantage les petits États insulaires en développement et les peuples autochtones dans la co-édification des connaissances.

Haugan a complété ce résumé en soulignant: l'importance d'adopter la transdisciplinarité comme méthode de recherche ; la nécessité d'inclure les sciences sociales dans les projets de recherche océanique ; et l'importance de promouvoir des projets de mentorat, en particulier pour les femmes. Au sujet de



Une vue de la salle pendant la conférence

la perspective intergouvernementale, il a souligné les multiples valeurs de la biodiversité, notant que 2020 est une année importante pour la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la biodiversité marine, rappelant qu'une action multisectorielle est nécessaire. Au sujet de la CCNUCC, il a souligné la nécessité d'accorder plus d'attention aux populations vulnérables, appelant à de meilleures politiques d'adaptation de meilleures politiques d'atténuation dans le secteur du transport maritime.

Ségura a félicité la COI et l'Ocean and Climate Platform d'avoir rassemblé un grand nombre de participants provenant d'horizons différents pour discuter des questions relatives à l'océan, affirmant que 2021 est «à la croisée des chemins». Pour lui, la Décennie devrait: stimuler la recherche océanique; appliquer ces connaissances pour conserver et explorer les ressources marines de manière durable; promouvoir la notion d'économie bleue; et améliorer les règles de partage des avantages. Il a souligné l'importance de la coopération scientifique pour les relations internationales, rappelant l'importance des océans pour la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. Il a conclu en appelant à un changement «décisif» découlant de la Décennie et de son processus inclusif.

En conclusion, Ryabinin a souligné que la Décennie était une «opportunité professionnelle unique». Il a souligné qu'il ne s'agissait pas seulement des sciences et technologies océaniques, mais aussi de l'économie, de la société, de politiques et d'éthique, et que la science océanique a besoin d'être considérée comme faisant partie de la science de la terre. Il a encouragé tous les participants à imaginer l'océan de l'avenir encore sain dans le contexte du changement climatique et a conclu en déclarant «la Décennie est à vous, elle est vous tous».

Réunions à venir

Première session de la Conférence intergouvernementale sur la BADJN: La première session de la Conférence intergouvernementale sur un instrument international juridiquement contraignant (IJC) au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones au-delà des juridictions nationales (BADJN) fait suite à une session d'organisation tenue en avril 2018 et à la conclusion de la quatrième et dernière session du Comité préparatoire (PrepCom) sur les éléments d'un projet d'IJC sur la conservation et l'utilisation durable des ressources marines BADJN dans le cadre de la CNUDM, qui s'est tenue en juillet 2017. **dates:** 4-17 septembre 2018 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** http://www.un.org/depts/los/reference_files/calendar_of_meetings.htm

49e Forum des îles du Pacifique: Le gouvernement de Nauru accueillera le 49e Forum des îles du Pacifique, qui portera sur le thème «Construire un Pacifique fort: nos îles, nos populations, notre volonté». Lors du Forum, une manifestation parallèle sera organisée par Nauru Ocean Resources Inc. et l'Autorité internationale des fonds marins sur les réglementations relatives à l'exploitation des fonds marins. **dates:** 3-6 septembre 2018 **lieu:** Yaren, Nauru **contact:** Pacific Islands Forum Secretariat **téléphone:** +679-331-2600 **courriel:** info@forumsec.org **www:** <https://www.forumsec.org/>

Sommet mondial sur l'action climatique: Convoqué par le gouverneur Jerry Brown et l'État de Californie aux États-Unis, le Global Climate Action Summit réunira des dirigeants

de gouvernement, d'entreprises et de la communauté mondiale pour susciter une plus grande ambition mondiale d'agir contre le changement climatique. La secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les villes et le changement climatique, Michael Bloomberg, et le président du groupe Mahindra, Anand Mahindra, coprésideront le Sommet mondial sur l'action climatique. **dates:** 12-14 septembre 2018 **lieu:** San Francisco, CA, US **www:** <https://globalclimateactions Summit.org/>

Edition 2018 de la Conférence 'Notre Océan': La cinquième Conférence 'Notre Océan' portera sur le thème «Notre océan, notre patrimoine». Les participants y réfléchiront aux choix à faire et mesures à prendre pour préserver la durabilité des ressources océaniques et la santé des océans pour nos enfants et petits-enfants. La Conférence 'Notre Océan' vise à générer des engagements et à prendre des mesures pour maintenir la durabilité de notre océan. Depuis 2014, la Conférence 'Notre Océan' a généré des engagements totalisant environ 18 milliards de dollars et 12,4 millions de kilomètres carrés d'aires marines protégées. L'édition 2018 de la Conférence 'Notre Océan' présentera le registre de nos engagements en faveur de l'Océan, afin de faciliter le suivi et l'examen des engagements passés et nouveaux. En outre, Cette cinquième conférence est la première à se tenir en Asie. Elle mettra l'accent sur l'importance de l'action dans la région. **dates:** 29-30 octobre 2018 **lieu:** Bali, Jakarta Raya, Indonésie **www:** <http://ourocean2018.org/>

Edition 2018 de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité: la 14e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), la 9ème réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la biosécurité et la 3ème réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (COP 14 de la CDB, COP/RDP 9 du Protocole de Cartagena et COP/RDP 3 du Protocole de Nagoya) devraient aborder une série de questions liées à la mise en œuvre de la Convention et de ses protocoles. Un segment de haut niveau se tiendra les 14 et 15 novembre. **dates:** 17-29 novembre 2018 **lieu:** Sharm el-Sheikh, Égypte **contact:** CBD Secretariat **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/conferences/2018>

Journée Asie-Pacifique pour l'Océan: La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), en coopération avec les organismes gardiens des Communautés d'action océanique et l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'océan (à confirmer) organisera une journée Asie-Pacifique pour l'océan. L'événement réunira les États membres, les institutions des Nations Unies, la société civile, les entreprises et d'autres acteurs océaniques pour assurer le suivi des engagements volontaires en faveur de la mise en œuvre de l'ODD 14 (vie sous l'eau), établir des partenariats et engager des actions régionales concertées. **date:** 20 novembre 2018 **lieu:** Bangkok (KrungThep), Thaïlande **www:** <https://www.unescap.org/events/asia-pacific-day-ocean>

Conférence sur l'économie bleue durable: La première conférence mondiale sur l'économie bleue sera organisée par le Kenya. Des participants du monde entier y procéderont à des échanges d'idées sur la transition vers une économie bleue qui: exploite le potentiel des océans, des mers, des lacs et des rivières pour améliorer la vie de tous, en particulier des pays

en développement et des femmes et des filles; et tire parti des dernières innovations, des avancées scientifiques et des bonnes pratiques pour renforcer la prospérité tout en préservant les milieux aquatiques pour les générations futures. **dates:** 26-28 novembre 2018 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Kenya Ministry of Foreign Affairs **téléphone:** +254-20-3318888 **courriel:** blueeconomykenya@mfa.go.ke **www:** <http://www.blueeconomyconference.go.ke/>

Conférence de Katowice sur le changement climatique (COP 24 de la CCNUCC): La Conférence de Katowice sur le changement climatique comprendra la 24^{ème} session de la Conférence des Parties à la CCNUCC, ainsi que les réunions de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA), à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA). La COP 24 devrait parachever les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique dans le cadre du programme de travail de l'Accord de Paris (PTAP). Un dialogue ministériel de haut niveau sur le financement climatique devrait avoir lieu en même temps que la COP 24. **dates:** 2-14 décembre 2018 **lieu:** Katowice, Slaskie, Pologne **contact:** UNFCCC Secretariat **téléphone:** (49-228) 815-1000 **télécopie:** (49-228) 815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <https://unfccc.int/process-and-meetings/parties-non-party-stakeholders/non-party-stakeholders/participation-and-engagement-in-the-katowice-climate-change-conference-december-2018-cop-24>

Glossaire

BADJN	Conservation et utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale
CDB	Convention sur la diversité biologique
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
COP	Conférence des Parties
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
COI-UNESCO	Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO
AMP	Aires marines protégées
ODD	Objectifs de développement durable
CNUMD	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques



G-D: **Vladimir Ryabinin**, Secrétaire exécutif de la COI-UNESCO; **Anna Paula Vitorino**, Ministre de la mer, Portugal; **Frédérique Vidal**, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, France; **Byong Hyun Lee**, président du Conseil exécutif de l'UNESCO; et **Romain Troublé**, Président de la plateforme Océan et Climat